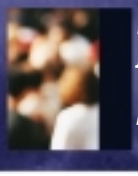
Programme Infocus

SES

Sécurité Socio-économique



Pur une justice équitable - une sécurité de base pour tous

Bureau international du Travail

Programme du BIT sur la Sécurité socio-économique

Bulletin d'informations, 2003/2

Sécurité économique et travail décent en Afrique
Y-a-t'il quelqu'un à l'écoute?

L'insécurité est source de désespoir, d'intolérance, de violence. Il est cependant possible, même dans les pays à faibles revenus, de permettre à un plus grand nombre de personnes d'accéder à une meilleure sécurité économique de base. Et c'est seulement dans ce contexte là que le travail décent pourra gagner du terrain.

Telle est l'une des conclusions de la consultation de deux jours à Dar es Salaam organisée conjointement par les Bureaux Régionaux Afrique de l'Est et Afrique du BIT en vue d'une réunion tripartite qui se tiendra, à l'instigation du Conseil d'administration du BIT, à Addis Abeba en décembre.

Cette consultation a été inaugurée par le Ministre du Travail de Tanzanie, Dr. Juma Kapura, par l'Association Patronale de Tanzanie, et par la Confédération des syndicats de Tanzanie. Elle a permis de passer en revue ce qu'est le travail dans 23 pays d'Afrique, en insistant tout particulièrement sur les PSS (People's Security Surveys, Enquêtes sur la Sécurité des Personnes) réalisées en Ethiopie, au Ghana, en Afrique du Sud et en Tanzanie, ainsi que sur l'ELFS (Enquête sur la Flexibilité et la sécurité de l'Emploi) de Tanzanie.

Dr. Juma Kapura, Ministre du travail, de la jeunesse, du développement et des sport, République-Unie de Tanzanie

«Les plus vulnérables, ceux qui souffrent de la plus grande insécurité doivent compter sur les plus vulnérables, sur ceux qui souffrent, aussi, de la plus grande insécurité. Le problème est là ».

Les conclusions, comme les propositions politiques ont fait, en Tanzanie, la une des journaux, de la radio et de la télévision. Plus de 70 personnes étaient réunies; on a présenté une trentaine de rapports techniques, qui, pour la plupart, montraient combien la mondialisation a aggravé, dans toute l'Afrique, l'insécurité sociale et économique, puisqu'elle a érodé les réseaux traditionnels d'entraide tout en ralentissant l'évolution de solutions innovantes.

Un message positif ressort cependant de cette consultation: Une stratégie permettant à tout citoyen d'accéder à la sécurité économique de base est possible et se doit de renforcer les valeurs d'universalisme et de solidarité sociale. On peut réduire l'insécurité sans dépenser des sommes considérables. Et développer la sécurité de base, c'est aussi encourager la croissance économique et améliorer les possibilités d'emploi.

Entre autres conclusions: par delà les régions en proie à la famine et à la guerre civile, l'une des principales raisons des crises financières, est le coût des soins de santé. Ainsi, la grande majorité des experts prévoit l'insécurité financière pour le troisième âge. Nombre de gens, parmi les plus pauvres, ont un «petit boulot», appelant encore davantage de «petits boulots» pour être en mesure de faire face à la pauvreté et à l'insécurité. Dans les faits, les groupes à faibles revenus souffrant de plus nombreuses formes d'insécurité, les statistiques classiques tendent à sous-estimer l'inégalité des revenus. Réduisez ces insécurités, et vous réduirez les inégalités! Y-a-t'il quelqu'un à l'écoute?

suite à la page 2

- En Tanzanie, 1 adulte sur 25 seulement pense bénéficier d'une sécurité financière lorsqu'il sera âgé.
- Un quart des ménages est endetté, à peine un quart arrive à mettre un peu d'argent de côté, et pourtant, la majorité des gens n'auront de sécurité à long terme que s'ils économisent.
- Parmi les femmes qui gagnent un revenu, une sur quatre seulement peut garder l'essentiel de ce revenu pour elle.
- Très peu de gens savent qu'il existe, dans leur pays, des régimes visant à réduire la pauvreté et l'insécurité des revenus, et les pauvres sont moins souvent au courant que les non-pauvres.
- Les femmes travaillant en entreprise gagnent, en moyenne, 49% de ce gagnent les hommes, et en raison de la répartition des bénéfices, l'inégalité des revenus sociaux est plus grande que l'inégalité des revenus.

Dans ce numero

La base de données SES..... 2
Reportage sur CNN et sur la télévision italienne: les travailleurs de la santé en Europe de l'Est... 3
PSS en Azerbaijan..... 3

Sécurité économique et travail décent en Afrique

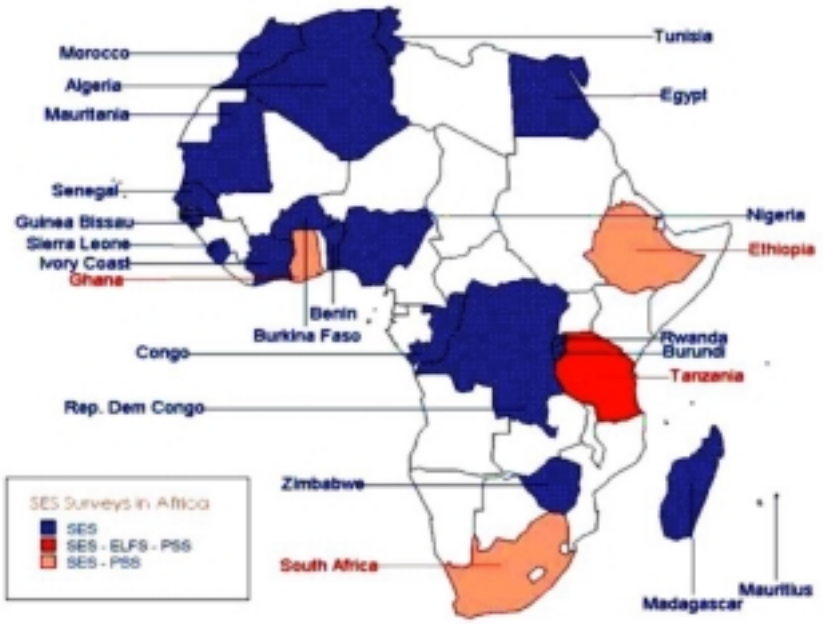
suite de la page 1

Les PSS montrent que la majorité des gens ne connaît pas les régimes existant dans le pays pour réduire la pauvreté. Les plus pauvres ont moins de chances de les connaître que les «presque pauvres». Et les plus éduqués, les plus nantis, les connaissent mieux et ont donc plus de chance de bénéficier d'une aide. Ceci prouve que les régimes « ciblés » et soumis à conditions de ressources ne fonctionnent pas. Y-a-t'il quelqu'un à l'écoute?

Les statistiques classiques dissimulent les mécanismes qui désavantagent les femmes. On peut, par exemple, observer que nombre d'entre elles ont des revenus supérieurs au seuil de pauvreté. Mais, d'après nos données, on voit combien d'entre elles ne disposent pas de leur argent, paient des déductions et sont dans l'obligation de payer d'autres personnes pour avoir le privilège de travailler. Les femmes sont ainsi maintenues dans un état de pauvreté dissimulée, et dissuadées d'entreprendre un travail productif. Renforcer la sécurité de représentation pourrait réduire ce type de problèmes.

Pour arriver au travail décent, il serait plus efficace de faire bénéficier les gens, et en particulier les femmes, d'une réelle liberté, que de multiplier sans compter les subventions, coûteuses, au titre de la création d'emploi. Y-a-t'il quelqu'un à l'écoute?

Les PSS étudient également les comportements en matière de justice sociale. Là aussi, on note des signes encourageants. La plupart des gens sont attachés aux valeurs de la solidarité sociale, pensent qu'il faut réduire les inégalités, que l'Etat devrait garantir à tous les citoyens un revenu minimum, qu'il faut trouver des moyens d'indemniser les personnes touchées par des catastrophes, par la maladie ou le handicap, et qu'il faut rémunérer les auxiliaires de vie. Les gens sont en majorité d'accord sur le fait que les hommes et les femmes doivent être traités de la même façon sur le marché du travail et ils savent identifier les formes de discrimination les plus graves. C'est dans cet esprit là que doivent travailler les décideurs. Y-a-t'il quelqu'un à l'écoute?



La base de données SES bientòt accessible au public

On a récemment montré au Directeur général de l'OIT ainsi qu'à tous les Responsables des différents secteurs quelles étaient les capacités de la Base de données mondiale SES.

Ceci a marqué une nouvelle étape dans le contrôle de l'évolution de la sécurité économique et sociale de plus d'une centaine de pays dans le monde.

On a montré comment utiliser des bases de données complémentaires. Plus de 800 variables figurent dans les bases de données primaire, secondaire et sur les régimes de sécurité sociale. Quantité d'informations provenant des entreprises et des ménages sont également rassemblées dans les bases de données au niveaux micro et meso.

Le Programme a présenté, en utilisant la base de données macro, une série d'indices portant sur les sept formes de sécurité ainsi que sur le Travail Décent.

REPRESENTATION SECURITY INDEX (RSI, Index sur la sécurité de représentation) PRINCIPAUX RESULTATS

- **Exemplaires:** institutions, instruments et résultats équilibrés opérationnels et efficace: ex, Danemark, Finlande, Suède.
- **Bureaucrates:** les institutions et instruments existent mais les résultats sont faibles: ex, Australie, Turquie.
- **Pragmatistes:** institutions et instruments modestes mais efficacité en terme de résultats: ex, USA, Canada.
- **En développement:** institutions et instruments peu développés et faibles résultats: ex, Bangladesh, Guinée Bissau.

Voice Net: partage des connaissances, mises en place de coalitions

Le Programme est en train de mettre en place un réseau mondial appelé VoiceNet. C'est un travail de longue haleine reposant sur un partenariat avec les organismes qui s'intéressent à la sécurité des travailleurs dans toutes les régions du monde. VoiceNet contrôle et évalue de nouvelles approches qui encouragent et protègent la sécurité socio-économique des communautés en améliorant la sécurité des travailleurs.

Grâce à un réseau de correspondants nationaux, VoiceNet diffuse les informations sur les différentes initiatives lancées dans le monde. Les correspondants nationaux de Voicenet participent également à la mise en place de la base de données SES puisqu'ils rassemblent, pour l'instant dans plus de 100 pays du monde, les données macro sur la sécurité socio-économique.

Cette base de données, ainsi que d'autres activités menées dans le cadre de VoiceNet permettent de définir des « profils par pays » et des indices de sécurité socio-économique. Par delà les limites nationales ou régionales, les correspondants partent aussi à la recherche d'autres groupes qui participent activement à la promotion de l'une ou l'autre des 7 formes de sécurité du BIT. VoiceNet et ses différentes activités seront accessibles au public pour que d'autres puissent développer leurs recherches et leurs activités dans des domaines connexes.

Les personnes ou groupements qui souhaiteraient participer au réseau VoiceNet peuvent s'adresser à Ellen Rosskam, Senior Work Security Specialist, IFP/SES, adresse mail : Rosskam@ilo.org, téléphone: 00-41-22-799-8815.

Reportage sur CNN et sur la télévision italienne: les travailleurs de la santé en Europe de l'Est

Pour conclure un long travail d'évaluation de la condition des travailleurs de la santé en Europe de l'Est, nous avons tourné un film sur la réalité en Ukraine. Ce film est passé, en tant que documentaire télévisé, sur CNN et sur la télévision italienne par satellite (canal 24). Nous tenons à remercier vivement l'équipe de tournage du BIT qui nous a permis de réaliser cela, nous remercions également nos partenaires de Public Services International (PSI) et tous ceux qui nous ont aidés en Ukraine.

Le film montre à quel point les conditions des patients et des travailleurs de santé se sont dégradées. Parmi les 12 sites filmés, figure dont un hôpital urbain réservé aux urgences, une clinique spécialisée sur le SIDA, une clinique spécialisée sur la tuberculose, un hôpital régional et une clinique située dans un village rural.

Ce film fait partie du suivi de l'évaluation faite par le Programme sur les

insécurités au travail dont souffrent les travailleurs de la santé dans toute l'Europe de l'est. Nous publierons cet été un ouvrage sur les insécurités auxquelles sont exposés ces travailleurs – médecins, infirmières, aides soignants, et autres.

D'après le Ministre ukrainien du Travail, le salaire des travailleurs de santé devrait faire l'objet d'une hausse de 25%. Ils resteront, néanmoins, au-dessous du minimum vital. Pour ces gens qui travaillent sans disposer des moyens les plus élémentaires, tels que des pansements ou de l'eau courante, la réalité est épouvantable.

Nous exhortons nos mandants à se manifester pour obtenir des améliorations et garantir une meilleure assistance technique.

Decent Work Index (Index du Travail Décent)

Un Groupe de travail intersectoriel du BIT s'est réuni pour envisager de mettre en place un Index du Travail Décent (ou ITD -Decent Work Index, DWI) reposant sur les travaux IFP/SES. Comme on avait annoncé, dès décembre 1999, la future mise en place de cet index, de nombreux départements du BIT ont manifesté un certain intérêt pour des idées assez proches. Le Groupe de travail a terminé sa tâche et présenté des recommandations au Directeur général.

Il est actuellement prématuré de décider quelle sera l'approche précise. Il convient de laisser une année aux différents départements du BIT pour qu'ils testent les différentes façons de déterminer des indicateurs et des indices de travail décent au niveau macro-économique.

Le Programme a présidé le Groupe de travail et présenté quelle serait son approche des variables institutions, instruments et résultats. On a également examiné d'autres méthodes. Le Groupe de travail a convenu à l'unanimité qu'une approche éclectique, permettant de tester différentes méthodes, est la mieux adaptée. On a recommandé d'organiser, courant 2004, une réunion technique pour réfléchir aux différentes solutions et permettre aux employeurs, aux syndicats et aux représentants des gouvernements de réfléchir aux différentes propositions.

PSS en Azerbaijan

Dans le cadre d'un projet commun du PNUD et du BIT, la République d'Azerbaijan réalisera, en mai 2003, sa première enquête PSS (AzPSS - Enquête sur la Sécurité des populations). L'enquête portera sur un échantillon représentatif de 1 500 personnes de la région de Apsheron. L'AzPSS concernera des travailleurs de l'industrie, de l'agriculture, des domaines non-productifs et des services. Elle prendra également en compte des personnes inscrites au chômage, des retraités non-actifs, et des étudiants à plein temps.

Les données qui seront entrées dans la base devraient être disponibles en septembre, et il est prévu d'organiser, en décembre 2003, une conférence nationale rassemblant des mandants du BIT auxquels on présentera les résultats.

Chine: le fossé des inégalités se creuse

Le dernier compte rendu de notre projet en Chine prouve que l'Etat se retirant progressivement de sa fonction de prestataire direct de services, la nature de l'insécurité sociale et économique se modifie, laissant de plus en plus de «champ à d'autres prestataires de services».

Le compte rendu révèle que, ni le gouvernement central, ni le gouvernement local ne sont financièrement en mesure de donner le même niveau de sécurité de base que jadis, et il conclut que la politique sociale doit être intégrée dans les projets de développement économique.

Un hôpital roumain qui prend la situation en main

Les médecins de la plus grande clinique roumaine spécialisée dans les pathologies pulmonaires, la clinique Iasi, ont fait appel à la méthodologie de notre Programme pour analyser les insécurités des travailleurs du secteur de la santé. Il est ressorti de cette évaluation que les travailleurs sont désespérés, et que l'insécurité au travail, y compris les très importants retards dans le paiement des salaires, s'aggrave pour toutes les catégories de personnel.

Les résultats de cette évaluation ont été présentés lors d'un symposium public, où les participants ont exprimé leur espoir que des travaux similaires soient menés dans d'autres hôpitaux du pays. L'ensemble des conclusions sera présenté lors du Congrès de la European Respiratory Society qui aura lieu fin 2003 à Vienne.

Les départements du BIT collaborent à l'élaboration d'un questionnaire sur la protection sociale

Se basant sur l'expérience du questionnaire SES, le Programme et le Département de la sécurité sociale (SOC/FAS) du BIT élaborent ensemble un questionnaire sur les politiques de protection sociale, comprenant, outre les fonctions traditionnelles de sécurité sociale, l'aide à l'éducation, au logement et aux revenus.

Ce questionnaire sera testé, à titre pilote, dans cinq pays avant d'être utilisé dans le reste du monde.

Éditorial

Irak – Une «aide à la liberté»?

Les rumeurs sur la guerre d'Irak s'estompent lentement. Un régime a disparu cédant la place à une occupation. L'histoire s'écrira en fonction de ce qui va maintenant se produire.

Sur quoi cette «paix» va-t-elle déboucher? La faim, les épidémies, un malaise social qui donneront lieu à une nouvelle forme d'extrémisme et d'amertume ? On pourra l'éviter si le pouvoir à venir veille à ce que tous les Irakiens bénéficient d'une sécurité sociale et économique de base.

En tant que Programme du BIT, nous nous devons de suggérer à nos mandants diverses solutions de politique. Il est courant, après n'importe quelle catastrophe, de fournir des biens alimentaires et des couvertures. Mais ceci fait, il faut alors trouver une approche stratégique. Comme nous l'avons déjà dit dans d'autres circonstances, si les besoins restent multiples, une politique éclairée consisterait à garantir, sans conditions, un petit revenu mensuel à tout Irakien. Ce que nous appellerions «une aide à la liberté» ou encore «un acte de solidarité».

Coordonné avec une politique macro-économique d'activités axées sur l'offre, cela réduirait la pauvreté, contribuerait à faire démarrer une économie de marché dont la répartition serait décente et montrerait la volonté de la communauté internationale de permettre aux Irakiens de prendre le contrôle de leur vie. Cela encouragerait une véritable liberté et donnerait moins lieu à des dérives morales que si les mêmes moyens financiers servaient à des mesures paternalistes, dont les coûts administratifs sont élevés, encourageant la corruption et dont la répartition ne va pas sans distorsions.

Ces «aides à la liberté» pourraient être financées au moyen d'un dividende prélevé sur la vente du pétrole irakien, auquel viendrait s'ajouter une aide internationale donnée par tous les pays qui souhaitent libérer l'Irak de la tyrannie. Dans une certaine mesure, cette stratégie serait comparable au Fond Permanent pour l'Alaska, qui fonctionne très bien aux USA. Autant dire que cette stratégie n'aurait rien de radical. Si les choses ont commencé lentement, la situation irakienne impose cependant que l'on investisse, à la base, une somme forfaitaire, dans un Fonds d'Investissement spécialement créé pour la Liberté en Irak, (Iraki Freedom Investment Fund, ou IFIF), de façon à pouvoir effectuer, tant que la situation est aussi difficile, de modestes versements mensuels.

Il est prouvé qu'après un conflit, une politique globale de protection sociale peut dynamiser l'économie et réduire l'augmentation du taux de mortalité qui, d'ordinaire, se produit après toutes les guerres, en raison des maladies et des traumatismes.

Sans initiative audacieuse, combien de personnes vont mourir ? La sécurité de base représente la liberté. C'est sur cette base que peuvent se développer la vie et le travail décent.

Y-a-t'il quelqu'un à l'écoute?

Union européenne: La Grèce marque sa présidence

Le Directeur du Programme a été invité à présenter la sécurité au travail lors d'une conférence sur 'l'avenir du travail', organisée par le gouvernement grec pour marquer sa présidence de l'Union Européenne.

Cette conférence a rassemblé des centaines d'acteurs politiques et de spécialistes des sciences sociales venus de toute l'Europe, et parmi lesquels se trouvaient divers ministres et Commissaires européens.

SIDA et Sécurité économique en Afrique

L'association de la pauvreté, de l'insécurité et du SIDA constitue une combinaison fatale. C'est l'horreur vécue par l'Afrique. Les études présentées lors de la consultation de Dar es Salaam en mai 2003 ont montré qu'en conséquence, la mortalité des travailleurs n'a fait qu'aggraver l'insécurité des revenus des personnes âgées, les forçant ainsi à prolonger leur vie active.

Aéroports – Les employés des guichets de départs

Ce projet continue à faire parler de lui, ce qui n'a rien de surprenant si l'on songe à la peur dans les aéroports. Les médias du monde entier ont publié de nombreux articles sur le sujet. On ne tardera pas à publier un rapport destiné à la Fédération Internationale des Ouvriers du Transport. Il sera utilisé dans les 110 pays dans lesquels cette Fédération défend les intérêts des travailleurs des aéroports.

Vient de paraître

Documents SES

- "Income (In)Security in Argentina", par Alberto C. Barbeito et Ruben M. Lo Vuolo, No. 32
- "Labour Market Insecurity in China: Institutionalisation of Urban Unemployment", par Edward Gu, No. 33
- "Urban Poverty in China: Measurements, Patterns and Policies", par Athar Hussain, No. 34
- "Enhancing *Economic Security in Transtion: Pluralism in Service Delivery", par Tony Saich, Kennedy School of Government, No. 35*

Articles

- "Structural and Behavioural Charactetistics of Informal Service Employment - Evidence from a survey in New Delhi" in *Journal of Development Studies,* Vol. 39, no. 3, 2003 *par Sukti Dasgupta*

Site internet et Bulletin d'informations

Notre site internet (http://www.ilo.org/ses) existe en anglais, français et espagnol.

Notre Bulletin est également publié en français et espagnol (pour le charger, aller sur le site internet).

Ouvrages

- "Human security and social protection", in J.Ghosh and C.P.Chandrasekhar (eds.), *Work and Well-being in the Age of Finance (New Delhi, Tulika, 2003), par Guy Standing.*
- "The Basic Income Grant in South Africa", *(Cape Town, Juta, Press 2003), par Guy Standing.*
- "Corrosive Reform: Failing Health Systerm in Eastern Europe", *(Geneva, ILO, 2003), par Carl Warren Afford.*

Documents proventant de l'Atlier Afrique

- "Vulnerable Livelihoods - People's Security Survey in Urban Ethiopia", *par A. Kidanu*
- "Socio-Economic Security and Child Labour in Ghana", *by J.P. Zoyem*
- "Socio-Economic Security in Africa" *(également en français) "La sécurité socio-économique en Afrique", par F. Bonnet*
- "Work Insecurity in Tanzania: Sources and Victims by Work Activity", *par D.P. Mushi*
- "The Impact of HIV/AIDS on Security for the Elderly in Africa", *par P. Annycke*

Une liste comlète est disponible sur demande.

Contact: **Christian Colussi**
Responsable de l'information
Programme sur la Sécurité Socio-économique
Bureau international du Travail, Route des Morillons 4, Genève, CH-1211, Suisse
Site Web: **http://www.ilo.org/ses**
E:mail: **ses@ilo.org**
Téléphone: (+41 22) 799 7913 **Téléfax: (+41 22) 799 7123**